

LA

MASCARADE

ABONNEMENTS

Lyon

Un an...
Six mois...Les ANNONCES
Se traitent de gré à gré.

JOURNAL POLITIQUE

ABONNEMENTS

Départements

Un an... 10 fr.
Six mois... 5 fr.

Étranger

Un an... 12 fr.

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES

S'adresser à l'imprimerie Coste-Labaume, c. Lafayette, 5, et aux Facteurs-Réunis, passage des Terreaux

Nous avons reçu plusieurs réclamations de nos lecteurs, au sujet de la vente tardive de la *Mascarade*, qui n'a guère lieu le samedi avant sept heures du soir.

Cet inconvénient auquel nous ne pouvons remédier pour le moment, vient de l'insuffisance actuelle de nos moyens de production.

Le tirage de la *Mascarade* s'est élevé successivement pendant les six mois qui viennent de s'écouler, de dix mille à trente mille exemplaires.

En présence d'une augmentation aussi considérable, nous nous sommes trouvés pris au dépourvu, et l'interruption des communications avec Paris ne nous a pas permis de mettre notre matériel en rapport avec l'importance de notre tirage.

Aussitôt que la Commune de Paris ne sera plus séparée du reste du monde par un cordon sanitaire de balonnettes, nous prendrons des mesures pour que la *Mascarade* se fasse moins désirer le samedi.

Jusqu'à-là nous prions nos lecteurs de vouloir bien excuser ces retards involontaires dont nous sommes les premiers à souffrir.

BONIMENT

La parole est au canon.

M. Thiers nous a annoncé l'autre jour que les opérations actives étaient commencées, et peut-être seront-elles terminées à l'heure où paraîtront ces lignes.

Paris tombera, Paris sera pris, cela est inévitable, mais combien faudra-t-il tuer de Français pour arriver à ce résultat, au prix de quels massacres et de quelles ruines le maréchal Mac-Mahon, pourra-t-il installer à l'Hôtel de-Ville son quartier général?

Voilà la pensée douloureuse et navrante qui vous obsède, voilà ce qui vous met l'indignation au cœur contre les insensés qui profitant de l'excès de misère et de souffrance d'une partie de la popula-

tion parisienne, de ses légitimes préoccupations d'intérêt, et d'une susceptibilité froissée, l'ont poussée, entraînée, égarée au nom d'un programme irréalisable, dans une aventure sans résultat possible, dont l'issue devait fatalement, inévitablement, indispensablement aboutir à la défaite.

Enfermée entre l'armée de Versailles, et l'armée Prussienne, l'insurrection Parisienne était d'avance condamnée à l'écrasement.

Ils le savaient bien les Cluseret, Dombrowski La Cécilia et autres guerriers cosmopolites, qui n'ayant pas pour troubler leur cervelle l'excuse de la passion politique, sont venus, le poulx calme et la tête froide, offrir à la Commune ces services que l'on paie suivant l'expression de M. Neftzer, avec un peu d'argent et beaucoup de mépris.

Ils le savaient bien, mais médiocrement inquiets des conséquences d'une lutte où leur intérêt était tarifé et payé d'avance, peu soucieux d'un danger auquel ils sauraient toujours échapper, ces messieurs ont fait écharper sans le plus petit scrupule quelques milliers de malheureux auxquels ils promettaient une victoire impossible, et probablement ne se gêneront-ils pas pour faire sauter quelques maisons dont l'écrasement ne les atteindra certainement pas.

Malheureusement nous n'en avons pas encore fini, et il en sera longtemps ainsi avec le peuple Français généreux et ignorant, brave et naïf, prodigue de sang et de sottise, qui se mettant à la remorque des charlatans et des farceurs politiques, n'hésite pas à se faire mitrailler pour la réalisation des rêveries séduisantes de certains cerveaux fêlés ou pis que ça.

Qu'y a-t-il réellement en effet derrière cette tentative de révolution dont l'avortement ne saurait faire de doute sérieux?

Est-ce simplement l'idée de brigandage et de pillage érigés en principe?

Non, car si un certain nombre parmi les chefs du mouvement et leurs adhérents cosmopolites, n'ont en tête d'autre réforme politique que le droit au vol et la suppression de l'institution surannée des Cours d'assises, beaucoup d'entre les gardes nationaux égarés à leur suite sont de fort honnêtes gens incapables de faire un mouchoir ou un porte-monnaie.

Est-ce la Commune?

Pas d'avantage, car cette idée de commune mal définie, mal comprise est pour la plupart des fédérés, de l'Hébreu le plus pur, et ils englobent sous ce drapeau toute une série de réformes et de revendications qui ont aussi peu de rapports avec la commune que Félix Pyat avec Danton.

Non, derrière le mouvement Parisien, comme derrière toutes les révolutions que nous avons eues, comme derrière toutes celles que nous aurons encore, — il y a avant tout l'idée sociale et pas autre chose, l'idée sociale dominant toutes les réformes municipales et autres inscrites sur le drapeau de la Commune;

L'idée sociale dont on n'étouffera jamais le germe tant qu'il y aura des malheureux dans ce bas monde, mais qui d'autre part sera forcément vouée à l'impuissance tant qu'on voudra la faire triompher à coups de fusil.

Est-ce une chose vraiment bien terrible bien épouvantable que ce socialisme qui fait dresser les cheveux sur la tête aux bourgeois conservateurs et contre lequel on accepte toutes les dictatures et toutes les tyrannies?

En théorie mon Dieu non; mais en pratique cela diffère sensiblement en regard à l'impatience des appétits, à la violence des intérêts qui se heurtent.

Le socialisme qui constitue un problème extrêmement compliqué pour les penseurs et les économistes — est pour le peuple

une chose étonnamment simple.

Nous sommes malheureux, nous ne voulons plus l'être.

Nous gagnons peu d'argent, nous en voulons gagner plus.

Voilà l'essence du socialisme, voilà le germe d'où sont sorties toutes nos guerres civiles.

Quand le peuple fait une révolution et renverse un gouvernement, ce n'est évidemment pas pour le plaisir de changer de pouvoir; ce n'est pas non plus pour le triomphe de certaines idées un peu abstraites auxquelles il n'est peut-être pas complètement insensible, mais qui ne le touchent pas d'assez près pour qu'il se donne la peine de se faire tuer en leur honneur;

Quand le peuple fait une révolution, c'est surtout, avant tout, parce qu'il espère arriver grâce à cette révolution, à une amélioration matérielle de sa situation, parce qu'il compte qu'elle lui ouvrira une route vers le bien-être.

Et certes, on ne saurait contester la légitimité de ces prétentions et de ces aspirations qui sont inhérentes à la nature humaine, et auxquelles nous sacrifions chaque jour notre repos, notre tranquillité de corps et d'esprit.

Mais le malheur, c'est que le peuple dont la logique brutale ne connaît pas d'obstacles, c'est que le peuple ne veut pas comprendre que si une révolution peut renverser un trône en vingt quatre heures et même moins, elle ne peut pas renverser avec autant de facilité et de promptitude l'immense échafaudage d'intérêts, qui se sont fondés, rapprochés, réunis, et groupés en faisceau autour d'un système social dix ou quinze fois séculaire.

Vous voulez l'émancipation du travailleur, vous voulez l'association du travail et du capital, parce que dites-vous sans le travail, le capital est stérile.

Bon, l'idée est juste au fond, et nous

FEUILLETON DE LA MASCARADE

LA ROYAUTE DE FATOU I.

Le petit Thiers a dit un jour : « Ce qui nous divise le moins, c'est la République. » Maxime politique qui a pour corollaire indispensable : ce qui nous divise le plus, c'est la royauté.

Avec une opiniâtreté désespérante et un entêtement digne de l'Arcadie, les monarchistes répètent constamment : « Nous voulons notre roi. » A quoi les républicains répondent avec non moins d'opiniâtreté et d'entêtement : « Nous n'en voulons point. De là des coups de fusil qui reviennent périodiquement tous les dix-huit ou vingt ans avec la régularité d'un rhumatisme chronique.

Entre ces deux opinions extrêmes qui ne se rapprochent jamais au delà de la longueur d'un sabre-baïonnette, il y aurait peut-être moyen d'arriver à un accommodement en sacrifiant les mots pour la chose, en adoptant par exemple un roi d'une espèce particulière, — auquel il ne manquerait que la royauté.

Pour bien faire comprendre l'avantage d'un pareil système, nous reproduisons à cette place le récit d'un voyageur célèbre qui après avoir été témoin de l'application de ce régime politique dans les régions équatoriales, en a été tellement émerveillé qu'il n'a pu se retenir de livrer ses impressions à la publicité.

Voici la chose :

Quand on remonte l'Ogoway, (un fleuve qui se jette dans le golfe de Guinée, aux environs du cap Lopez), on rencontre sous le soleil une peuplade assez bronzée dont l'azur politique n'est troublé par aucun usage.

Au moment où nos concitoyens inquiets sont, ainsi que Jérôme Paturot, à la recherche de la meilleure des républiques, ce serait un crime, un remords éternel pour notre conscience, de ne point leur mettre sous les yeux le régime constitutionnel équatorial.

Peut-être ne sera-t-il pas inutile de reprendre les choses d'un peu haut et de dire comment les jeunes Paouins, c'est le nom de ce peuple favorisé des dieux, sont arrivés à la perfection gouvernementale que l'Europe leur enviera bientôt.

Laissons parler l'histoire.

Vers le XV^e siècle, après le mariage de la reine de Dahomey avec l'héritier présomptif du prince de Loango, au temps où les bêtes régnaient, je veux dire parlaient, le grand roi Pillard, troisième du nom, veillait à la félicité terrestre des Paouins. De

puis plus de vingt ans, il fouillait sans pudeur dans les coffres de l'Etat, lorsqu'il apprit indirectement que ses sujets restés si longtemps aveugles, commençaient à voir clair dans leurs affaires. Malheureusement, le moment était mal choisi : les comptes n'étaient pas en règle; on ne savait trop comment expliquer le détournement annuel de cinquante millions de guinées au budget de la guerre. Aussi, le Conseil des ministres entendu, fut-il décrété qu'on éblouirait les Paouins en couvrant la nation d'une gloire à faire pâlir le soleil.

La guerre étant ainsi résolue, on trouva facilement à qui la faire.

Un matin, le grand journal de la *Pointe Fétiche*, (c'est le *Moniteur officiel* du pays), apprit aux populations étonnées, et bientôt furieuses, que le roi des Casques-en-fer s'était rendu coupable d'un crime de lèse-paouinerie. Sommé de proclamer, à la face du ciel et de la terre, que les Paouins étaient les premiers soldats du monde depuis le golfe de Biafra jusqu'aux montagnes de Cristal, il avait répondu : des nêlles !

Aussitôt, les troupes s'avancèrent sur les deux rives de l'Ogoway, ce fleuve gigantesque qui a, comme le Nil, deux crues par an et qui charrie des îles flottantes.

Cinq corps d'armée, conduits par les meilleurs valseurs de la Cour, vinrent successivement tomber dans les pièges du fameux Fer-de-Lance, général en chef des Casques-en-fer. Malgré le courage des

soldats, malgré des victoires journalières, on dut sans cesse se replier en bon ordre.

Une grande bataille fut livrée — et perdue — pour sauver la batterie... de cuisine du souverain.

Bref, après des malheurs immérités, le grand roi Pillard, troisième du nom, dut se résigner. Il tomba, mais en tombant, profond politique, il joua un dernier tour à ses ennemis. Il se rendit, et de sa triste et royale personne embarrassa le célèbre Ajoundo, premier ministre des Casques-en-fer.

En apprenant cette fatale aventure, les Paouins furent atterrés depuis un coucher de soleil jusqu'à l'autre. Les plus illustres d'entre les chefs se réunirent et engagèrent les bons citoyens à sauver la patrie.

Les sauveurs se présentèrent en si grand nombre que bientôt on ne sut plus auquel confier ses destins.

Dieudonné V rappelait les services de sa famille. Pendant plus de dix générations d'hommes, ses aïeux avaient fait la gloire des Paouins. Le peuple était dans une sainte ignorance de ses droits; les chefs étaient gorgés de richesses; les femmes, qui savaient plaire au souverain, faisaient la fortune de leur maison; les marabouts préparaient les cartes d'invitation pour la pagode où leur Dieu devait recevoir et héberger, jusqu'à la consommation des siècles, les élus de la caste sacerdotale. En somme, Dieudonné V réclamait comme sa propriété, le troupeau de ses pores.

allons chercher le moyen de la réaliser et de la mettre en pratique.

Là dessus arrive un monsieur qui s'écrie :

— Comment peuple tu attends ! ce que tu demandes est juste, on ne te le donne pas tout de suite, — allons prends ton fusil et marchons !

Les intérêts menacés s'arment de leur côté, le capital se rebiffe et appelle le travail : voleur !

La lutte a lieu, les intérêts qui sont plus forts, plus puissants, qui ont des moyens d'action plus efficaces, les intérêts ont la victoire, et nous retombons dans l'ornière, — sauf à recommencer dans vingt ans.

Voilà l'histoire éternelle des mouvements sociaux.

Quelque légitimes soient-elles, les réformes sociales ne peuvent se réaliser que progressivement, par la persuasion non par la force, par la conciliation non par la violence.

Le socialisme a été vaincu en juin 1848, il le sera en avril 1871, il le sera toujours tant qu'il recourra aux arguments des coups de fusil.

Les intérêts, — on ne veut pas assez comprendre cela en politique, — les intérêts acquis organisés, établis, accumulés, associés, forment une muraille, un rempart qu'il est impossible et insensé de vouloir renverser d'un seul coup. Et contre cette muraille, contre ce rempart, tous les radicaux qui ne veulent admettre dans la réalisation de leurs idées, ni modération, ni progression, ni mesure, — tous les radicaux se casseront le nez et se briseront le crâne.

Jacques BARBIER.

Les élections municipales.

Nous nous y attendions. — La promptitude maladroite avec laquelle le gouvernement a fixé les élections municipales, n'a pas donné le temps nécessaire de se réunir et de s'entendre pour le choix des candidats.

Anjourd'hui vendredi, à l'heure où nous écrivons, c'est à peine si quelques listes sont définitivement arrêtées; elles ne seront publiées et affichées par conséquent que juste la veille des élections.

Comme c'est commode pour s'éclairer sur la valeur et la capacité des candidats désignés !

Il s'est produit à Lyon pour ces élections deux mouvements bien marqués.

L'un se rattachant au groupe de l'Union républicaine, dont le siège est rue Grôlée, a en pour objectif la nomination d'un conseil municipal des plus écarlates. Il a été rédigé à cet effet, une sorte de constitution en treize articles qui est proposée à la signature des candidats.

Treize articles, c'est déjà beaucoup, mais passe encore s'ils étaient clairs et nettement définis. — Nous avouons humblement après deux ou trois lectures, n'avoir pas admirablement compris toute la profondeur de ce programme, où l'on trouve, suivant une expression vulgaire, — à boire et à manger.

Aussi nous étonnerait-il beaucoup, qu'on ait rencontré un grand nombre de candidats sé-

rieux et sincères, disposés à signer les engagements contenus dans ces treize articles.

Avec cela, il est impossible qu'un conseiller municipal ne soit pas traité de réactionnaire et de traître au bout de vingt-cinq minutes de séance.

Est-ce cette appréhension qui a arrêté les candidats ? Toujours est-il que nous n'avons pas vu paraître encore de liste arrêtée ou approuvée par l'Union républicaine, ce qui nous met dans l'impossibilité matérielle de la publier et de l'apprécier.

Quant à l'autre mouvement électoral, il est évidemment d'une couleur moins ardente que celui dont nous venons de parler.

On s'est contenté d'être républicain libéral, ce qui est bien, seulement nous craignons que pour certains noms, on ne se soit laissé aller à des idées par trop conservatrices.

Deux heures après la proclamation de la République, les enrégimés s'écriaient déjà : « La réaction lève la tête. »

Nous avons été les premiers à rire de ces frayeurs amusantes, mais, tout en reconnaissant que certains républicains ont tout fait pour que la réaction « relevât la tête », nous estimons que ce serait une faute grave de retomber dans les ornières qui nous ont conduits au borborygme sanglant où nous patageons actuellement.

Sous le bénéfice de ces réflexions, voici les seules listes dont nous ayons pu avoir communication à l'heure où nous mettons sous presse :

1er Arrondissement.

MM. Ducarre, conseiller sortant
Hénon, maire de Lyon.
Derville, avoué.
Hector de Rochefontaine, magistrat.
Radisson, affineur de métaux.
Tapissier, fabricant de soieries.
Blanc, conseiller sortant.

2e Arrondissement.

MM. Ducarre, conseiller sortant.
Bouvet, idem.
Leroyer, idem.
Ed. Aynard, banquier.
Gayet, ex-directeur de la Caisse d'épargne.
Tavernier, ingénieur.
Piaton, ancien notaire.
Bernard, entrepreneur de menuiserie.

3e Arrondissement.

MM. Hénon, conseiller sortant.
Pinet, — id. —
Buffaud aîné, constructeur.
L. Picard, fabricant de produits chimiques.
Huvet, négociant.
Neyet, négociant.
Tronel, directeur de la Cristallerie.

4e Arrondissement.

MM. Condamin, conseiller sortant.
Michaud, — id. —
Guichard, négociant en vins.
Blanchard, propriétaire.

5e Arrondissement.

MM. Kausse, négociant en vins.
Neaud, entrepreneur.
Vachez, notaire.
Barot, conseiller sortant.
P. Bredin, teinturier.
J. Solderquell, propriétaire.

6e Arrondissement.

MM. Hénon, maire de Lyon.
Fertoret, conseiller sortant.
Briatou, idem.
Capelet, ouvrier tapissier.

Si M. Thiers nous avait donné un peu plus d'une semaine pour organiser les élections municipales, nous pourrions peut-être formuler quelques appréciations sur les candidats dont nous venons de donner les noms.

médier, les plus sensés d'entre eux consultèrent M. Mathieu de la Drôme qui leur répondit :

« De beaux jours luiroit pour le pays qu'arrose l'Ogouway ! Je vois venir, porté dans les bras de l'histoire nationale, un prince qui sera la joie des enfants, la consolation des parents, la tranquillité des familles ! O brillante constitution ! O peuple trois fois heureux de la Paumotrie ! »

Un enrouement momentané força l'oracle à avaler un verre d'eau sucrée. Les bons citoyens restèrent encore la bouche ouverte, comme les carpes qui baillent au soleil, durant deux longues heures, mais le prophète ne troubla plus de sa voix fatidique que le silence qui régnait sous les palmiers et les caoutchoutiers.

Trois semaines s'écoulèrent sans incident lorsqu'un soir, au coucher du soleil, une affiche rouge fut placardée, on ne sait par quelle main mystérieuse, au carrefour des quatre routes.

C'était une proclamation au peuple.

Nous la reproduisons :

Citoyens !

« En présence des troubles qui affligent le pays, le grand Cosroès a été ému. Il a quitté son palais des montagnes de Cristal pour vous apporter et vous offrir le régime gouvernemental que sa haute sagesse a reconnu être le moins en désaccord avec le progrès.

Le régime est monarchique.

Mais nous ne dissimulons pas que, pour la plupart, ces messieurs nous sont trop peu connus pour que nous nous hasardions à les critiquer ou à les louer individuellement.

Quelques uns d'eux pourraient jouir d'une notoriété suffisante pour que le choix des électeurs se fixe sans hésitation sur leur candidature.

Et nous ne doutons pas que les noms de MM. Hénon, Ducarre, Leroyer, Bouvet, Deville, Gayet, Tavernier, ne réunissent les sympathies et les votes de tous les citoyens qui ont quelque souci de la liberté et de la véritable indépendance.

Nous insistons tout particulièrement sur la nomination de MM. Hénon et Ducarre.

M. Hénon doit être considéré à Lyon, comme l'honneur du parti républicain. Depuis 1848, il est sur la brèche; il a formé le premier noyau de l'opposition qui a fini par renverser le second empire, et jamais on ne l'a vu faillir à ses convictions.

D'aucuns lui reprochent un manque de fermeté qu'on qualifie même de faiblesse, — et que nous appellerions nous, esprit de bonté et de conciliation.

C'est peut-être à cette faiblesse là que nous devons d'avoir échappé à Lyon à cette folie sanglante de la guerre civile.

Quant à M. Ducarre, nous nous bornerons à dire ceci : — Il est l'un des rares républicains qui puissent faire accepter la république en France.

Nous savons que messieurs les échevelés le qualifient amicalement de traître, de vendu ou de réactionnaire.

Nous leur souhaitons beaucoup de traitements dans ce goût-là. J. B.

La Circulaire de M. Dufaure.

Elle a fait l'objet d'une interpellation de Louis Blanc, cette circulaire sur la presse.

En vérité il y avait de quoi.

Le libéralisme de M. Dufaure en matière de presse, pas plus qu'en tout autre matière, ne nous a jamais inspiré une tendresse bien vive, ni une confiance illimitée, — cependant nous ne l'aurions pas supposé capable d'écrire une circulaire dont certains passages semblent une reproduction des œuvres complètes de MM. Broche, Olivier et consorts.

Celui-ci notamment :

Ne vous laissez pas arrêter lorsque, dans un langage plus modéré en apparence, sans être moins dangereux, ils (des Journalistes) se font les apôtres d'une conciliation à laquelle ils ne croient pas eux-mêmes; mettant sur la même ligne l'Assemblée issue du suffrage universel et la prétendue commune de Paris; reprochant à la première de n'avoir pas accordé à Paris ses droits municipaux bien qu'ils, pour la première fois, l'Assemblée nationale ait donné spontanément à cette grande ville tous les droits de représentation et d'administration dont jouissent les autres communes de France; enfin la suppliant de tendre sa noble main à la main tachée de sang que ses ennemis n'oseraient lui présenter. Pour être plus hypocrite, ce langage n'est pas moins coupable. Il énerve le sentiment du juste et de l'injuste; il habitude à considérer du même oeil l'ordre légal et l'insurrection, le pouvoir créé par le vœu de la France et la dictature qui est imposée par le crime et règne par la terreur.

Nous ne sommes pas procureur général, mais avec ces vingt lignes, nous nous faisons fort d'incriminer et de faire condamner le plus sage, le modéré et le mieux intentionné des journaux.

Que nous y trouvions seulement cette phrase :

« La guerre civile est une chose vraiment bien déplorable. Quel malheur qu'une conciliation ne puisse intervenir entre Paris et Versailles ! » — Nous souhaiterions de tout notre cœur une

« entente mutuelle qui fit tomber »

« mains des combattants. »

Ceci à première vue paraît assez bon, apportez moi la circulaire de M. Dufaure, allez voir !

La guerre civile est une chose déplorable ! Ce langage est modéré, mais il n'en est que plus dangereux.

Quel malheur qu'une conciliation intervienne entre Paris et Versailles !

Héin ? vous vous faites les apôtres d'une conciliation à laquelle vous ne croyez pas.

Nous souhaiterions de tout notre cœur une entente mutuelle qui fit tomber les mains des combattants.

Ah ! je vous y prends ! vous mettez ligne par ligne de l'entente mutuelle issue du suffrage universel et la commune de Paris. — En « souhaitant » cette entente, vous suppliez l'ennemi de sa noble main à la main tachée de sang.

M. Dufaure se trouvera-t-il derrière de chacun de ses procureurs généraux indigne ?

Evidemment non.

La liberté absolue d'opinions, qui est le meilleur remède à apporter aux violences de la presse, est une chose de beaucoup de niveau des idées de M. Dufaure, et nous n'attendons pas de sa part.

Mais comment n'a-t-il pas compris, dans le passage que nous citons, notamment, donnait libre carrière à la « tendance » qu'il plairait aux procureurs d'entendre contre les journalistes ?

Comment n'a-t-il pas compris, qu'il s'agit de répression, l'objet être positivement et nettement défini, pas exposer les justiciables à se trouver trois ou quatre potences ?

Il ne l'a pas compris, mon Dieu, son bien simple, c'est que les hommes manquent généralement d'une qualité pas de reste dans leur métier, et qui s'appelle l'esprit politique.

AUTOUR DE LA SEME

Il y a longtemps, longtemps, bien longtemps, la France eut à son tour une guerre désastreuse contre un peuple des Prussiens, et au sujet des faits à cette époque éloignée, du Rhône, des plaintes nombreuses furent la formation d'une commission qu'on fit quel que bruit.

Cette commission d'enquête a miné sa besogne, a-t-elle fait quelque chose ? Est-elle morte et enterrée-elle toujours ? A-t-elle découvert un des ces irrégularités qu'elle a mission de découvrir, a-t-elle mis à jour un excès de zèle de la part des fournisseurs, employant l'euphémisme de la Commune en parlant des vols qui se commettent en son nom ?

Quoique vivement préoccupé de ces côtés, le public serait fort aise de savoir s'en tenir sur les travaux de cette mission.

A qui faut-il s'adresser ?

geux et indépendants, si faire se peut, des angustes souverains dans le manège chose publique.

Aussi, si que cet e proclamation fut Paouins, tous, hommes, femmes, enfants, mille prirent leurs habits de fête.

On illumina au moyen de deux cent mille gots chassés de leur coquille d'écaille placés par de l'huile de pétrole.

Le couronnement fut fixé au 12 mai, style vulgaire.

Pourquoi cette date ? L'auteur ne peut le dire pour des raisons culinaires.

Le roi et la reine, resplendissants de que procure la lune de miel aux jeunes mariés, furent apportés sur les épaules de leur sujet solides; la musique guerrière retentit et le national : Des lampions ! des lampions !

Il y eut un moment de silence. En présence de leurs Majestés, immuables sur leur trône d'ivoire, le premier ministre lut le discours qui suit :

« Fatou, par la grâce des Dieux et de Fétichem, par la volonté nationale, roi des Paouins, à tous ceux qui ces présentes verront : Salut et a gentum atque bonum appetitum ! »

N'attendez point de nous ce pas de taise dont vous ont gratifiés jusqu'à ce jour ceux qui nous ont précédé. Nous gardons

Allons, il sera dit que le conseil municipal qui va rendre l'âme demain, aura passé sans résoudre cette fameuse question des farines qu'on avait accumulées dans les églises et ailleurs, en prévision du siège de Lyon.

Voici tantôt six mois que ces farines servent à l'alimentation des rats sans qu'on ait pris une mesure pour les destiner à un autre usage.

Depuis deux mois et demi, il est bien évident que la présence des Prussiens sous nos murs est devenue problématique, comment se fait-il que le conseil municipal n'ait pas trouvé un bout de ses nombreuses séances à huis clos pour aviser aux moyens de se débarrasser de ces farines ?

La farine étant une denrée parfaitement vendable, et les troubles civils n'ont pas porté une atteinte sérieuse à l'industrie du pain. Pourquoi n'a-t-on pas vendu ces farines, puis qu'on a vu les bœufs, les vaches et les veaux accumulés dans le même but ?

Le conseil municipal qui est prodigue de délégués, aurait dû détacher quelques-uns de ses membres pour les églises où pourrissent ces farines afin de se rendre compte de leur état de conservation, et épargner une perte d'argent en même temps qu'une perte de marchandises en s'en débarrassant plus tôt.

Il y a certainement une raison à cette façon d'agir, et il importe qu'on la connaisse pour éviter les commentaires fâcheux qu'on ne manque pas de faire à cet égard dans le public.

Sera ce au nouveau conseil à donner cette explication ?

Les autorités allemandes de Dôle ont bien voulu nous faire l'honneur de saisir le dernier numéro de *La Mascarade*.

Des Prussiens faisant saisir en France des journaux français, — il y a quelques mois cette idée nous eût fait sauter en l'air...

Mais aujourd'hui ? Des Prussiens... tiens, nous avons donc des Prussiens en France ?

Il paraît d'ailleurs que c'est une médiocre recommandation de s'être battu vaillamment contre le Prussien.

Vous avez lu cette lettre du colonel Denfert, le défenseur de Belfort, dans laquelle cet officier, le seul qui n'ait pas capitulé, raconte qu'après deux demandes d'audience il n'a pu être reçu par le chef du pouvoir exécutif !

Et Canrobert est fêté à Versailles avec tous les honneurs qui lui sont dus !...

Décidément c'est à croire que nous vivons dans un hôpital de fous.

RECTOR PÉRIÉ.

Nous apprenons l'arrestation du colonel Ferrer dont nous publions depuis quelques mois un travail historique sur Napoléon I^{er}.

M. Ferrer élu récemment commandant du 16^e bataillon de la garde nationale serait inculpé d'excitation à la guerre civile et à la désobéissance aux lois.

La note annonçant cette arrestation et communiquée aux journaux par la préfecture, énonce que M. Ferrer a été mis à la réforme de l'armée.

Nous sommes loin de partager certaines opinions politiques du colonel Ferrer, dangers dus à une exaltation plus généreuse que dangereuse et au souvenir des persécutions auxquelles il a été en butte de la part de quelques officiers supérieurs de l'empire, du général Castagny notamment.

trône le calme et l'immobilité qui caractérisent le sage et qui conviennent à des majestés en bois.

1. — Nous adoptons la constitution sortie de la cervelle des plus illustres d'entre les Paouins, comme Minerve, tout armée, du front de Jupiter.

2. — Ecoutez :

§ 1. — La révolution est abolie à tout jamais, chez les Paouins.

2. — Le roi, et la reine étant de simples automates et n'ayant par conséquent d'autre volonté que celles de leurs sujets, les guerres civiles n'auront plus aucune raison d'être.

3. — Quoiqu'inégaux en taille, en science et en sagesse devant Dieu et devant les hommes, tous les Paouins sont égaux devant la loi.

4. — Les sinécures sont supprimées, et la mendicité est interdite.

5. — La magistrature indépendante, ne devant son avancement qu'au concours ne donnera plus ces tristes spectacles de partialité dont elle a été si prodigue sous le dernier régime : spectacles qui ont désolé les cœurs véritablement Paouins.

6. — Les armées permanentes sont abolies : tous les Paouins seront soldats, des décrets spéciaux régleront cette nouvelle organisation.

7. — Les grades d'officiers, soit dans les armées de terre, soit dans la marine, devront avoir pour consécration : l'élection et le concours.

8. — L'instruction chez les Paouins est gratuite à tous les degrés, obligatoire à premier.

Mais comme certaines préventions calomnieuses pourraient se répandre dans le public, au sujet de la réforme dont cet officier a été l'objet. — nous tenons à dire, nous qui connaissons particulièrement M. Ferrer et qui avons en main toutes les pièces relatives aux mesures disciplinaires qu'il a subies, nous tenons à dire que rien, absolument rien dans les causes de cette réforme — ne saurait entacher l'honneur militaire de M. Ferrer.

J. C.

F...us coch...s !

Ce n'est pas pour le plaisir de nous livrer à une imitation servile du *Père Duchêne* que nous mettons sous les yeux de nos lecteurs ces deux mots de mauvaise compagnie dont les points de suspension dissimulent imparfaitement la grossièreté.

Voici ce que c'est : Un monsieur qui, paraît-il, ne partage pas complètement les opinions politiques exprimées dans ce journal, nous a écrit cette semaine : Vous êtes de f...us coch...s !

Vous connaissez sans doute cette histoire de chemin de fer : un voyageur crachant par la portière, atteint malheureusement un employé en pleine figure ; — aussitôt le voyageur très content de se confondre en excuses.

— Ce n'est rien monsieur, répond l'employé — nous y sommes habitués !

Pour peu qu'on ait quelque expérience du journalisme, on reçoit les injures anonymes avec la même indifférence que l'employé en question recevait les jets de la salive. — On y est habitué ! — Aussi l'idée ne nous est-elle pas venue une seconde, de nous fâcher des épithètes malsonnantes qui nous étaient adressées — par lettre — seulement ces procédés parlementaires nous ont suggéré d'amères réflexions sur l'inutilité vraiment trop grossière de notre éducation politique.

Que de chemin à faire, mais, avant d'arriver, je ne dis pas à la perfection, mais au b...ba élémentaire.

F...us coch...s ! Voilà où nous en sommes, voilà les belles, bonnes, concluantes et excellentes raisons qu'on trouve à donner pour combattre une opinion qui n'est pas la vôtre.

Si ce n'était là qu'un fait isolé, bien entendu nous n'en parlerions pas, mais il faut bien reconnaître que cette manière de discuter politique est à peu près générale.

Transportez-vous dans n'importe quelle réunion publique ou même privée — qu'y voyez-vous ? Des visages ardents, des yeux allumés, des poings crispés, des bouches menaçantes ; on se considère d'un côté à l'autre de la salle avec des regards chargés de colère : les exclamations, les cris, les interruptions se heurtent et se croisent ; je n'ose pas dire F...us coch...s ! Pour un peu on se dévorerait !

Et pourquoi cette haine, quels motifs à cette rage ? Parce qu'on diffère d'avis sur un point politique dont la ligne de démarcation n'est pas souvent bien définie.

Et ce qu'il y a de particulier, c'est que les haines et les fureurs augmentent d'intensité à proportion que les opinions se rapprochent.

Les républicains n'ont pas une grande tendresse pour les monarchistes, et les monarchistes pour les républicains, — cela se conçoit.

Mais jamais au grand jamais cette antipathie n'atteindra le degré d'antagonisme furieux qui existe entre les républicains qui ne pensent pas tout à fait la même chose sur des questions de détail après tout, puisqu'ils sont animés d'une passion commune : l'amour de la République.

Celui-ci est libéral, cet autre est radical ?

On pourrait causer fort utilement, rétorquer mutuellement ses opinions par des arguments qu'on tâcherait de trouver les plus logiques, les plus sensés, les plus convaincants possibles, et

de là arriver peut-être à une entente commune. Pas du tout : mouchards ! vendus ! f...us coch...s ! Voilà de quelle façon on cherche à se convaincre, et de là aux coups de fusils il n'y a que l'épaisseur d'une cartouche.

Et s'il pouvait rester l'ombre d'un doute, sur cette envie irrésistible qu'ont les républicains de se manger le nez, on n'aurait qu'à lire le compte-rendu grotesque des séances de la Commune de Paris.

Certes, on ne pensait pas que dans cette collection de citoyens ultra-radicaux dont les convictions semblaient avoir atteint le paroxysme, je ne dis pas de la démocratie, mais de la démagogie, on ne pensait pas qu'il pût y avoir de divergence marquée d'opinions ; tous paraissant complètement d'accord pour mettre sous les pieds toute mesure de l'excentricité et de la violence.

Eh bien non ! ils ne s'entendent pas. Ces fous ne se trouvent pas assez complètement insensés, Félix Pyat devient modéré, devient réactionnaire, pa... ce qu'il ne veut plus faire partie de la Commune.

— C'est une trahison s'écrie M. J.-B. Clément. Il faut l'arrêter !

Et il ajoute cette réflexion grande comme le monde, profonde comme l'Océan, immense comme le firmament :

NOUS EN AVONS ARRÊTÉ POUR BIEN MOINS QUE ÇA !

Et le citoyen Régère d'applaudir, de dire probablement : Félix Pyat, c'est un f...u coch...s !

Et nous parlons de liberté, et nous parlons de progrès, et nous parlons de fraternité !

Et nous ne savons pas encore résoudre les problèmes politiques et sociaux sans y mêler des injures et des coups de fusil !

Et nous n'avons pas le bon sens de comprendre que ces misérables querelles, que ces tueries honteuses se terminent fatalement comme l'apologue de Lafontaine, par l'arrivée d'un troisième larron !

C'est écoeurant, et il faut se tenir à quatre une fois pour se défendre de dire devant un pareil spectacle : F...us coch...s !

H. P.

Les décorations...

Quelle pluie, messeigneurs, quelle ondée, quelle averse ! chevalier, officier, commandeur, grand-officier, grand-croix, grand chancelier ! Il n'y a pas assez de boutonniers, de cous et de poitrines pour recevoir ces rubans, ces rosettes, ces colliers et ces crachats !

Ah ça, que signifient ces bamboches de légion d'honneur ?

Perd-t-on la tête à Versailles comme à Paris ?

Des décorations aujourd'hui, des décorations avec cette abondance, cette prodigalité, cette folie !

Voyons, qu'est-ce à dire ?

Avons-nous conquis les frontières du Rhin ?

Avons-nous fait à Berlin une entrée triomphale ?

Avons-nous signé la paix à Koenigsberg ?

Guillaume est-il parvenu à Bismarck ?

lèche-t-il les bottes de nos représentants ?

Des décorations, et quelles décorations ?

Bourbaki par exemple ! Nous pensions qu'il les avait toutes, il paraît qu'il lui en manquait une ; la dernière, — on la lui a donnée.

Bourbaki, — certes nous n'admettons pas les accusations de trahison dont la douleur publique affolée l'a accusé comme bien d'autres, — mais enfin quel a été le résultat de

Le peuple applaudit et le défilé commença. Le roi et la reine furent enlevés dans les bras de leurs fidèles ministres, et immédiatement hissés sur des chaises à hauts dossiers où ils avaient été préparés par une attention délicate.

L'escadron des cent gardes prit rang derrière et la musique le la cour joua une marche funèbre.

Qu'il était brillant d'ardeur et éclatant de jeunesse ce charmant escadron des cent gardes. Quels yeux ! quelles chevelures ! quelles poitrines ! on avait choisi les plus jolies femmes des environs pour former cette troupe d'honneur. Toutes plus bronzées, plus gaillardes que les amazones de Dahomey, dont la réputation est universelle. En passant devant le roi, les charmanes guerrières, carieux effet de l'habitude, lui adressèrent leurs plus gracieux sourires avec leur coup d'œil le plus provocant ; puis toutes ensemble elles entonnèrent l'hymne patriotique : « As-tu risé ? tu me pincés ! » (1)

Le soir, on illumina un gigant sque transparent avec cette devise du roi : *Acta, non verba* ! ce que les Paouins ont traduit ainsi : *Des faits ! pas de blagues !*

(1) L'institution de cette garde prétorienne, ne nous paraît pas absolument indispensable au bonheur d'un peuple, fussent-ils les Paouins ! Mais nous avons conservé ce passage du récit de notre voyageur, afin de ne pas lui enlever sa couleur locale. (Note de la rédaction.)

cette campagne de l'Est, dont il avait le commandement en chef ?

Une débacle épouvantable, inouïe, la décomposition, la dislocation, la fusion d'une armée de cent vingt mille hommes.

Et des décorations pour cela, des décorations, quand il faudrait une enquête !

Sans doute, nous reconnaissons et nous voulons bien croire qu'un certain nombre de ces nouveaux décorés ont montré du courage, de la bravoure dans cette guerre désastreuse, qu'ils ont supporté des fatigues, et que dans la mesure de leurs forces, de leur capacité et de leur intelligence, ils ont fait leur possible pour arriver à la victoire, pour nous débarrasser de l'invasion prussienne.

Mais le résultat, le résultat !

Qu'on n'accable pas les hommes de guerre malheureux, — qu'on ne les accuse ni de lâcheté, ni de trahison, tant que vous voudrez.

Mais qu'on les charge d'honneurs et de rubans, — c'est trop fort !

Si vous décorez Bourbaki, alors décorez Gambetta, il s'est donné plus de peine, et a réussi tout aussi mal.

LE DÉMÉNAGEMENT

Les Lyonnais ont paru se préoccuper outre mesure des quotidiennes séances à huis-clos tenues par le conseil municipal. Suivant les uns, les honorables membres de cette assemblée s'inquiétaient d'établir les comptes financiers de leur gestion, d'autres prétendaient qu'ils mettaient la main à une mille et unième adresse ou proclamation ! certains affirmaient qu'ils choisissaient une délégation à envoyer quelque part, — pour n'en pas perdre l'habitude.

La raison de ces huis-clos persistants était plus simple : ces messieurs déménageaient ; chacun d'eux, incertain de revenir siéger dans cette excellente salle Henri IV, d'où seuls Paraton et C^o les avaient pu déloger, tenaient à emporter le désaveu de ses idées, les souvenirs de son illustre passage aux affaires publiques.

Le citoyen Barodet cherchait les brouillons de ses discours et les notes de ses frais de voyage avec ses collègues les citoyens Vallier et Outhier.

Les citoyens Bouvatier, Vallier et Desgoutel avaient égaré des projets d'impôts supercoquencieux dus à leurs rêves humanitaires, notamment un impôt sur les gilets à cœur, les bottines vernies et les cure-dents en aluminium, destiné à remplacer le produit des octrois.

On voyait errer dans les salles le citoyen Crestin en quête d'une photographie de son ami Garibaldi, photographie qu'il avait par mégarde oublié d'emporter dans ses pérégrinations à travers la commune de Paris et le cabinet de M. Thiers.

Le citoyen Soubrat soupirait après une romance pour ténor, tandis que le citoyen Condamin était à la recherche d'un programme d'études municipales, et que le citoyen Veyrat comptait mélancoliquement s'il ne manquait pas un galon à son képi de colonel d'état-major de la garde nationale.

Quant au citoyen Gailleton, il se plaignait amèrement au citoyen Ferrouillat d'avoir perdu un veau et soupçonnait son éminent collègue de l'avoir fourré dans cette immense serviette qui fait partie intégrante de sa longue personne.

Celui-ci emballait ses fusils perfectionnés.

Au milieu du désarroi, le citoyen Nisnickier ne trouvait plus sa démission qu'il avait tant de fois donnée, et il manquait au citoyen Chépié au moins trois mille de ses signatures qu'il

Puis tout le monde alla se coucher. Le roi et la reine s'étaient déjà discrètement retirés dans leur bonsoir sous les cocotiers, et ce fut un jour heureux pour les souverains que cette nuit du 12 février.

Christian Nada

Tel est ce récit merveilleux que notre voyageur fait suivre de ce post-scriptum.

Ne pourrait-on pas, c'est une simple requête adressée à nos députés, ne pourrait-on pas charger les successeurs de M. Vancanson de nous fabriquer un roi sur le modèle du grand Fatou. En raison du progrès de l'industrie moderne, notre souverain serait mieux articulé que le prince d'un peuple primitif. Il recevrait les ambassadeurs des puissances étrangères auxquelles il répondait par monosyllabes, et il s'asseoirait sur son trône sans le secours de son mécanicien ordinaire.

Evidemment, c'est une idée, et comme nous le disions plus haut, peut-être y aurait-il là un moyen de conciliation entre les républicains et les monarchistes : mais vous verrez que M. de Lorgueil ne voudra jamais !

Pour paraître prochainement

GARDE A VOUS !

Brochure dédiée à la Garde Nationale

avait maintes fois apposées malgré lui sur certaines affiches.

Après d'eux les citoyens Jacqui et Barbecot emportaient péniblement de nombreux projets de massacres de journalistes.

Enfin, dans un coin, les citoyens Perret, Collon, Hyvert, Durand, Velay, Vaille et Cottin ensevelissaient dans un vieux drapeau rouge le corps de cette réaction qui levait si souvent la tête et qu'ils avaient si vigoureusement abattue.

Seulement lundi matin, nous sommes sûrs qu'on retrouvera dans la salle des délibérations de nos conseillers municipaux deux choses que la plupart de ces messieurs n'auront pas emportées avec eux :

Le souvenir d'une bonne administration !

Les regrets unanimes de leurs concitoyens !!

A. MONEY.

Le grand Napoléon.

Campagne de Russie

Le 9 mai 1812, Napoléon quitte son palais, et bientôt il franchit les limites de la France, dans laquelle on ne compte plus que des vieillards, des infirmes et des enfants : il n'y reste presque plus d'hommes faits !

A son passage à Dresde, Napoléon dit à ses courtisans : « Je n'en veux nullement à Alexandre ; ce n'est point à la Russie que je fais la guerre, pas plus à elle qu'à l'Espagne ; je n'ai qu'un ennemi, c'est l'Angleterre ; c'est elle que je veux atteindre en Russie ; je la poursuivrai partout. »

Arrivé sur les bords du Niémen, Napoléon fait mettre la proclamation suivante à l'ordre du jour du 22 juin 1812.

« Soldats, la seconde guerre de Pologne est commencée ; la première s'est terminée à Friedland et à Tilsitt. A Tilsitt la Russie a juré éternelle alliance à la France, et guerre à l'Angleterre. Elle viole aujourd'hui ses serments ! Elle ne veut donner aucune explication de son étrange conduite, que les aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion. »

« La Russie est entraînée par la fatalité ; ses destins doivent s'accomplir. Nous croit-elle donc dégénérés, ne serions-nous plus les soldats d'Anstérilz ? Elle nous place entre le déshonneur et la guerre. Le choix ne saurait être douteux. Marchons en avant, passons le Niémen ; portons la guerre sur son territoire. La seconde guerre de la Pologne sera glorieuse aux armées françaises, comme la première ; mais la paix que nous conclurons, portera avec elle sa garantie, et mettra un terme à la funeste influence que la Russie a exercée depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

Comme on le voit, ce sont toujours les mêmes idées, les mêmes expressions, les mêmes mots ! c'est toujours, comme dans les guerres de 1805 à 1809, « pour une paix qui portera avec elle sa garantie », qu'il faut se battre ! Mais ce qu'il y a de plus étrange, de plus choquant dans cette proclamation, c'est « la funeste influence que la Russie exerce depuis cinquante ans » alors que Napoléon dit, le 3 décembre 1809, comme on l'a vu plus haut : « Mon allié et ami, l'empereur de Russie, a réuni à son vaste empire, la Finlande, la Moldavie, la Valachie et un district de la Galicie. Je ne suis jaloux de rien de ce qui peut arriver de bien à cet empire. Mes sentiments pour son illustre souverain sont d'accord avec ma politique. »

Mais laissons à l'empereur Alexandre le soin de

réfuter les assertions amphibologiques ci-dessus, en opposant sa proclamation à celle de Napoléon, et nous verrons de quel côté se trouvent la modération, la dignité, la déceance, la vérité, la justice et le droit :

« Depuis longtemps, dit l'empereur de Russie, nous avions remarqué de la part de l'empereur des Français des procédés hostiles envers la Russie ; mais nous avions toujours espéré les éteindre par des moyens conciliants et pacifiques. Enfin voyant le renouvellement continuel d'offenses évidentes, malgré notre désir de conserver la tranquillité, nous avons été contraints de compléter et de rassembler nos armées. Cependant nous nous flations encore de parvenir à une réconciliation, en restant aux frontières de notre empire, sans violer l'état de paix, et seulement prêt à nous défendre. Tous ces moyens conciliants et pacifiques ne purent conserver le repos que nous désirions. L'empereur des Français, en attaquant subitement notre armée à Kowno, a le premier déclaré la guerre. Ainsi, voyant que rien ne peut le rendre accessible au désir de conserver la paix, il ne nous reste plus, en invoquant le Tout-Puissant, témoin et défenseur de la vérité, qu'à opposer nos forces aux forces de l'ennemi. Il ne m'est pas nécessaire de rappeler aux commandants, aux chefs de corps et aux soldats, leur devoir et leur bravoure ; le sang des valeureux Slavons coule dans leurs veines. Guerriers ! vous défendez la religion, la liberté ! Je suis avec vous et Dieu est contre l'agresseur. »

Ce dernier mot explique tout : il s'adresse à Napoléon.

Le 13 juin 1812, à deux heures du matin, Napoléon arrive aux avant-postes près de Kowno, prend une capote et un bonnet polonais d'un des chevaux-légers, et visite les rives du Niémen, accompagné seulement du général du génie Haxo.

Il passe ce fleuve à Kowno, le 24 juin, non loin de Wilna. Les Russes plient et se retirent sur la Dwina. Napoléon a à peine atteint la Vilna que déjà des désordres immenses sont signalés dans notre armée : « Du Niémen à Vilna, dit le duc de Trévise, je n'ai vu que des maisons dévastées ; on les charriots et des caissons abandonnés ; que des troupeaux dispersés dans les champs ; ils sont renversés, ouverts, et leurs effets répandus ça et là, et pillés comme s'ils avaient été pris par l'ennemi. J'ai cru suivre une déroute. Dix mille chevaux ont été tués par les froides pluies du grand orage, et par les seiges verts, la nouvelle et seule nourriture. Ils gisent sur la route qu'ils embarrassent ; leurs cadavres exhalent une odeur méphitique, insupportable à respirer ; c'est un nouveau fléau que plusieurs comparent à la famine ; mais celle-ci est bien plus terrible : déjà plusieurs soldats de la jeune garde sont morts de faim. »

Tel est le récit que fait à l'empereur le maréchal Mortier, qui vient de le rejoindre avec la jeune garde, et nous ne sommes encore qu'au début de la campagne et dans les premiers jours de juillet !

Dans de si graves circonstances, un ministre de l'empereur de Russie, un parlementaire, se présente aux avant-postes français. Il apporte à Napoléon des paroles de paix d'Alexandre : « Il est encore temps de traiter, dit le parlementaire de l'empereur de Russie. Une guerre que le sol, le climat et le caractère Russe rendront interminable, est commencée ; mais tout rapprochement n'est pas devenu impossible, et d'une rive à l'autre du Niémen on peut encore s'entendre. » Il ajoute encore que son maître déclare devant l'Europe qu'il n'est pas l'agresseur ; que son ambassadeur à Paris, en demandant ses passe-ports, n'avait pas entendu rompre la paix ; qu'ainsi les Français se trouvent en Russie sans déclaration de guerre.

Le ciel semble prendre en pitié cette malheureuse

France ! Il offre à son despote une occasion pour renouer à cette guerre inqualifiable, qui commence par la famine et des désastres. Mais depuis longtemps déjà, Napoléon n'écoute pas plus les conseils de la prudence que les intérêts de la patrie et les règles de l'honneur : il n'obéit qu'à l'orgueil ou plutôt il est atteint de démence.

N'ayant pas voulu s'arrêter à Paris, reculera-t-il à Wilna ? Qu'en penserait l'Europe ? Accueillir une parole de paix, ne serait-ce pas s'avouer vaincu ? Cette idée l'aveugle ; une telle proposition l'irrite ; il n'y voit que de la sottise, de l'insolence, de la présomption ! « Que me veut l'empereur de Russie ? s'écrie-t-il fièrement. Prétend-il me résister ? il n'est général qu'à la parade. Quant à moi, ma tête est mon conseil, tout part de là. Mais Alexandre qui le conseillera ? qui m'opposera ? il ? Il n'a que trois généraux : Kutusof, qui n'aime pas parce qu'il est Russe ; Beningsen, trop vieux il y a six ans, aujourd'hui dans l'enfance, et Barclay : celui-ci manœuvrera, il est brave, il sait la guerre ; mais c'est un général de retraite. »

Puis, passant de la jactance à la raillerie, il ajoute : « Vous croyez tous savoir la guerre, parce que vous lû Jomini ; mais si son livre avait pu vous l'apprendre, l'aurais-je donc laissé publier ? Au reste, dit-il en terminant, l'empereur Alexandre a des amis jusque dans mon quartier impérial. » Et montrant le général Caulaincourt au ministre russe : « Voilà un chevalier de votre empire ; c'est un Russe dans le camp français. »

Après la sortie du ministre russe, le général Caulaincourt, qui avait en toutes peines pour contenir son indignation en attendant prononcer ces dernières paroles, s'élança vers l'empereur, et, d'une voix irritée, lui demanda pourquoi il l'avait insulté, s'écriant : « Je suis Français ! bon Français ! je l'ai prouvé ! je vais vous le prouver encore en vous répétant que cette guerre est impolitique, dangereuse ; elle perdra l'armée, la France et l'empereur !... » Il demanda à être envoyé en Espagne, bien loin de l'empereur et ne veut plus rester auprès de lui.

Le lendemain, l'empereur se réconcilie avec son grand écuyer, le général Caulaincourt, et renvoie le ministre avec des propositions verbales et inadmissibles, sans doute pour imiter la conduite d'Annibal dans une circonstance analogue : « Annibal, dit le grand patriote Hannon, au Sénat de Carthage, Annibal a rejeté l'ambassade de nos alliés, qui étaient envoyés par des alliés : chose étrange, car on ne rejette jamais les ambassadeurs, même d'un ennemi. Prenez garde que les romains de Sagonte ne retombent un jour sur Carthage, et que les légions romaines ne viennent un jour assiéger cette ville, guidées par les mêmes dieux qui, dans la guerre précédente, ont si visiblement puni l'infraction des traités... Qu'on livre Annibal aux Romains qui le demandent, et si peronne ne le demandait, je conseillerais de le reléguer aux extrémités de la terre ce monstre qui, s'il n'est puni, entrainera la ruine de la république. »

N'est-ce pas là une preuve évidente que tous les conquérants se ressemblent, qu'ils ne sont que les plagiaires les uns des autres, et que tous causent les mêmes maux à leur patrie ? tant il est vrai que les mêmes causes amènent les mêmes effets !

Le 15 juillet au matin, les avant-postes de l'une de nos brigades sont surpris, sabrés et enlevés à Drutza, par le général russe Wittgenstein qui, après cet habile coup de main, poursuit tranquillement sa route avec ses prisonniers, parmi lesquels se trouvait un général français.

L'empereur part de Wilna, le 16 juillet, à onze heures et demie du soir ; il s'arrête à Swentziany le 17 ; il est à Kluboko le 18. Arrivé à Vitepsk, le 28 juillet, sans avoir pu forcer les Russes à accepter la bataille qu'il leur offre, il se décide à rester dans cette ville : « Je m'arrête ici, s'écrie-t-il

en détachant son épée et en la déposant sur la carte dont ses tables sont couvertes ; je veux m'y reconnaître, y rallier, y reposer mon armée et organiser la Pologne ; la campagne de 1812 est finie ! celle de 1813 fera le reste. » Il modère l'ardeur belliqueuse de Murat par ces paroles : « 1813 nous verra à Moscou, 1814 à Pétersbourg. »

La guerre de Russie est une guerre de trois ans ! Mais, comme toujours, ses actions démentent ses paroles. On le voit inquiet, l'ennemi lui pèse ; l'image de Moscou prisonnière obsède son esprit ; il n'est qu'à vingt journées de cette ville ! « Eh bien ! demande-t-il à son entourage, que ferons-nous ? resterons-nous ? irons-nous plus en avant ? comment s'arrêter ? dans un si glorieux chemin ! comment supporter l'ennemi de sept mois d'hiver ? »

Au bout de douze jours de cette indécision fantôme, il n'y tient plus ! son naturel reprend son empire : il repousse tous les conseils. Il dit à l'un des généraux de sa garde : « Vous êtes né au bivouac et vous y mourrez. » Au ministre Daru, qui lui observe que déjà, soit désertion, maladie ou famine, l'armée est diminuée d'un tiers, il répond : « me croit-on un insensé ? »

D'un autre côté, il lit ces passages dans les proclamations que les Russes répandent en grande quantité : « Il faut une levée générale contre le tyran universel. Il vient (Napoléon) la trahison dans le cœur et la loyauté sur les lèvres, nous enchaîne avec ses légions d'esclaves. Chassons cette race de sauterelles. Portons la croix dans nos cœurs, le fer dans nos mains. Arrachons les dents à ce lion, et renversons le tyran qui veut renverser la terre. »

Ce langage irrite l'humeur bilingue de Napoléon, qui a hâte d'en tirer vengeance. Il voit que tout espoir de paix est dénué. Il ne songe plus aux colonnes d'Hercule. Il se voit outragé, méprisé, bravé ! Il perd la tête : il donne le 12 août l'ordre de mouvement en avant et lui-même part, le 13 août, de Vitepsk, où il a séjourné quinze jours.

Le 16, il plante sa tente presque à portée du canon de Smolensk, sur les bords du ravin qui cerne la ville.

« La bataille de Smolensk ne fut qu'un massacre d'hommes et la destruction d'une ville florissante, sans un résultat utile. (général de Vau-doncourt.) »

Le 18, Napoléon entre dans Smolensk. Son regard ne peut se reposer que sur des débris à travers lesquels se traînent nos blessés et sur des monceaux de cadavres fumants, où gisent des squelettes humains, desséchés et noirs par le feu.

Cette destruction l'étonne. « Les soldats se demandent entre eux dans quel but on leur fait faire huit cent lieues pour ne trouver que de l'eau marécageuse, la famine, et des bivouacs sur des cendres. » Les généraux eux-mêmes murmurent ! mais ne doivent-ils pas donner l'exemple de l'obéissance passive, à laquelle ils doivent leurs richesses et leurs titres de ducs, de comtes, de barons ? Allons ! en route ! il faut marcher, toujours marcher ! l'empereur le veut ! Il n'y a plus de temps à perdre, leur dit-il, il faut arracher la paix ; elle est à Moscou. D'ailleurs cette armée ne peut plus s'arrêter : avec sa composition et dans sa désorganisation, le mouvement seul la soutient. On peut s'avancer à sa tête, mais non s'arrêter ni reculer. »

Et il marche en avant !

Colonel Ferrer.

(à suivre.)

Pour tous les articles non signés

L'administrateur-gérant, A. ALRICY.

LYON. — Impr. COSTE-LABAUDE, c. Lafayette, 5.

LA GRANDE MAISON

CHAPPELLERIE

RIVIER sœurs

Rue Centrale, 43, et rue de l'Hôtel-de-Ville, 80, LYON

A l'honneur de prévenir ses nombreux clients qu'à l'occasion de la saison d'été, on trouvera dans ses vastes Magasins un choix immense et extraordinaire de Chapeaux de paille anglaise, Italie, Palmier, Panama, et Manille, de Chapeaux feutre, alpaga et de couil.

Tous ces articles sont vendus aux prix de fabrique.

Toux, Rhumes, Catarrhes

Coqueluche et Oppression

Ne peuvent résister à l'action du **SIROP DUBREUIL**, que 12 années de succès ont placé au premier rang parmi les Pectoraux.

Dépôts : Pharmacie DUBREUIL, 38, rue de Chartres, et dans toutes les Pharmacies et Drogueries.

Exiger la signature

35 Ans de Succès

ROB-SAVARES, DÉPURATO-TONIQUE Perfectionné

pour la parfaite guérison des

MALADIES SECRÈTES

Faiblesse des organes, Pertes, Abscesses, Ulcères, Tumeurs, Eruption à la peau, Affections cutanées et Vices du sang.

Les guérisons nombreuses et authentiques opérées chaque jour par ce précieux et puissant dépuratif le dispensent de tout éloge et sont les plus beaux titres de ce remède à la confiance publique dont il jouit constamment.

Expéditions par correspondance

S'adresser à M. TOUSSAINT, chimiste, pharmacien de première classe

rue Pizay, 18, au premier étage, LYON

allée de traversée rue de l'Arbre-sec 9 (37)

GRANDE CHAPELLERIE

GROS PARISIENNE DÉTAIL

Lyon, 30, quai St-Antoine, 30, Lyon

FABRIQUE DE CHAPEAUX

Soies, feutres, souples et apprêtés

Casquettes en tous genres

Depuis 0 fr. 75 c.

Impossible aux concurrents de faire mieux et à meilleur marché que les ateliers de cette maison, dont l'organisation économique offre à l'acheteur un bénéfice de 40 0/0 sur tous nos articles.

FANTAISIES POUR ENFANTS

Fournisseurs des Collèges et Pensionnats

Saison d'été

100,000

Chapeaux de paille de tous genres et de tous modèles depuis 0,15 cent.

Spécialité de PANAMAS

MODE DU JOUR--GARNITURE RICHE